



Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

247 | Juillet-Septembre 2009

Montagnes tropicales et transformation des systèmes
de production agropastoraux

Entre ville et campagne : les adaptations du maraîchage paysan sur les Hautes Terres centrales malgaches

Maholy Rabemanambola, Jacqueline Rakotoarisoa et Laurent Rieutort



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/com/5666>

DOI : 10.4000/com.5666

ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 7 juillet 2009

Pagination : 285-310

ISBN : 978-2-86781-546-1

ISSN : 0373-5834

Référence électronique

Maholy Rabemanambola, Jacqueline Rakotoarisoa et Laurent Rieutort, « Entre ville et campagne : les adaptations du maraîchage paysan sur les Hautes Terres centrales malgaches », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 247 | Juillet-Septembre 2009, mis en ligne le 01 janvier 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/com/5666> ; DOI : 10.4000/com.5666



Entre ville et campagne : les adaptations du maraîchage paysan sur les Hautes Terres centrales malgaches

Maholy RABEMANAMBOLA,
Jacqueline RAKOTOARISOA¹ et Laurent RIEUTORT²

Dans le cadre d'un Pays Très Rural (PTR) comme Madagascar, les hautes terres centrales figurent parmi les campagnes les plus peuplées du monde. Elles abritent également la capitale du pays dont l'agglomération continue de s'étendre et atteint quelque deux millions d'habitants, ce qui pose le problème de son approvisionnement et de ses relations avec les espaces ruraux environnants. Depuis l'Indépendance en 1960, les rapports ville-campagne se complexifient en liaison avec la crise économique permanente et l'incapacité de l'État à impulser un véritable développement intégré. Les paysans doivent spontanément diversifier et écouler une partie de leurs productions vivrières vers la ville afin de retenir dans les villages la main-d'œuvre nécessaire pour la riziculture. Les recompositions socio-spatiales sont doubles. D'une part, l'élevage laitier traditionnel et le maraîchage figurent en première ligne de ces activités vivrières marchandes adaptées à l'écologie tropicale d'altitude et indispensables à la survie des régions rurales. D'autre part, au fil de son extension, l'agglomération devient de plus en plus dépendante des campagnes d'altitude environnantes pour son approvisionnement en produits frais. En mobilisant l'approche par filières et marchés, élargie à ses rapports aux territoires et aux espaces de proximité (Charlery de La Masselière, dir., 2002), cet article tente de saisir les capacités d'initiative, d'organisation en réseaux de distribution-commercialisation, des paysanneries des hautes terres.

1. Maîtres de conférences, Département de géographie, Université d'Antananarivo ; mél : maholy.rabemanambola@yahoo.fr et jacrandria@yahoo.fr

2. Professeur de géographie, Université Blaise-Pascal, CERAMAC, Clermont-Ferrand ; mél : ceramac@univ-bpclermont.fr

I – Riz, lait et légumes : une combinaison agricole complexe

Au centre de l'île, le bastion des hautes terres élève ses sommets à plus de 2 600 m (Ankaratra) mais les altitudes moyennes se situent entre 800 et 1 300 m. L'ensemble appartient au même domaine de climat tropical de montagne, caractérisé par des températures annuelles inférieures à 20 °C et par une saison sèche marquée pendant l'hiver austral, même si la partie centrale reçoit entre 1 200 et 1 500 mm de pluies par an. Dans le détail, des « plaines » ou des bassins très plats, parfois marécageux mais souvent irrigués et densément peuplés, s'opposent aux montagnes, massifs volcaniques ou hautes surfaces taillées dans le socle avec leurs paysages caractéristiques de collines (*tanety*) dominées par de lourdes masses aux versants raides. L'existence d'une société totalement rizicole sur ces hauts plateaux est l'objet de nombreuses discussions (Raison, 1984, 1994 ; Ramamonjisoa, 1994 ; Rakoto-Ramiarantsoa, 1995) ; des travaux récents confirment que si la paysannerie est largement centrée sur le riz, elle a toujours pratiqué la polyculture et la poly-activité, comme la plupart des sociétés de moyenne montagne tropicale. La place accordée au lait ou au maraîchage dans les combinaisons agricoles s'inscrit encore dans cette problématique : à la différence de récents bassins de production spécialisés d'Amérique latine ou d'Asie, le maraîchage des montagnes malgaches n'aboutit pas à une restructuration totale des systèmes agricoles locaux (fig. 1).

1 – Face à la riziculture, des productions « intercalaires »

Depuis l'Indépendance, les paysages agraires des Hautes Terres centrales malgaches à plus de 1 200 m d'altitude n'ont que très peu varié. Les terrains cultivés s'étendent des bas-fonds jusqu'aux versants plus ou moins proches de l'habitat. Tous ces bas-fonds, les plaines et les vallons adjacents sont occupés par les rizières (photo 1). Les contours bien dessinés de celles-ci, verdoyantes à l'approche de la moisson, attestent de l'attention que l'agriculteur leur accorde. Les pentes de versants (parfois aménagées en rideaux ou terrasses), voire les berges des rivières, sont soumises à une polyculture vivrière sous pluie (manioc, maïs, pomme de terre, soja/haricot, carotte) qui dégage quelques surplus. Par rapport aux années 1990, si les productions vivrières manifestent localement une légère hausse de rendement, les problèmes fonciers (non-sécurisation et instabilité de l'appropriation des terres, émiettement des parcelles) demeurent un problème pour les ménages paysans. Faute de matériels adéquats, l'essentiel du temps est consacré à la riziculture, ce qui laisse peu de latitude pour l'intensification des autres spéculations. J. Rakotoarisoa (1984) a aussi signalé cette tyrannie du riz sur les autres cultures en étudiant

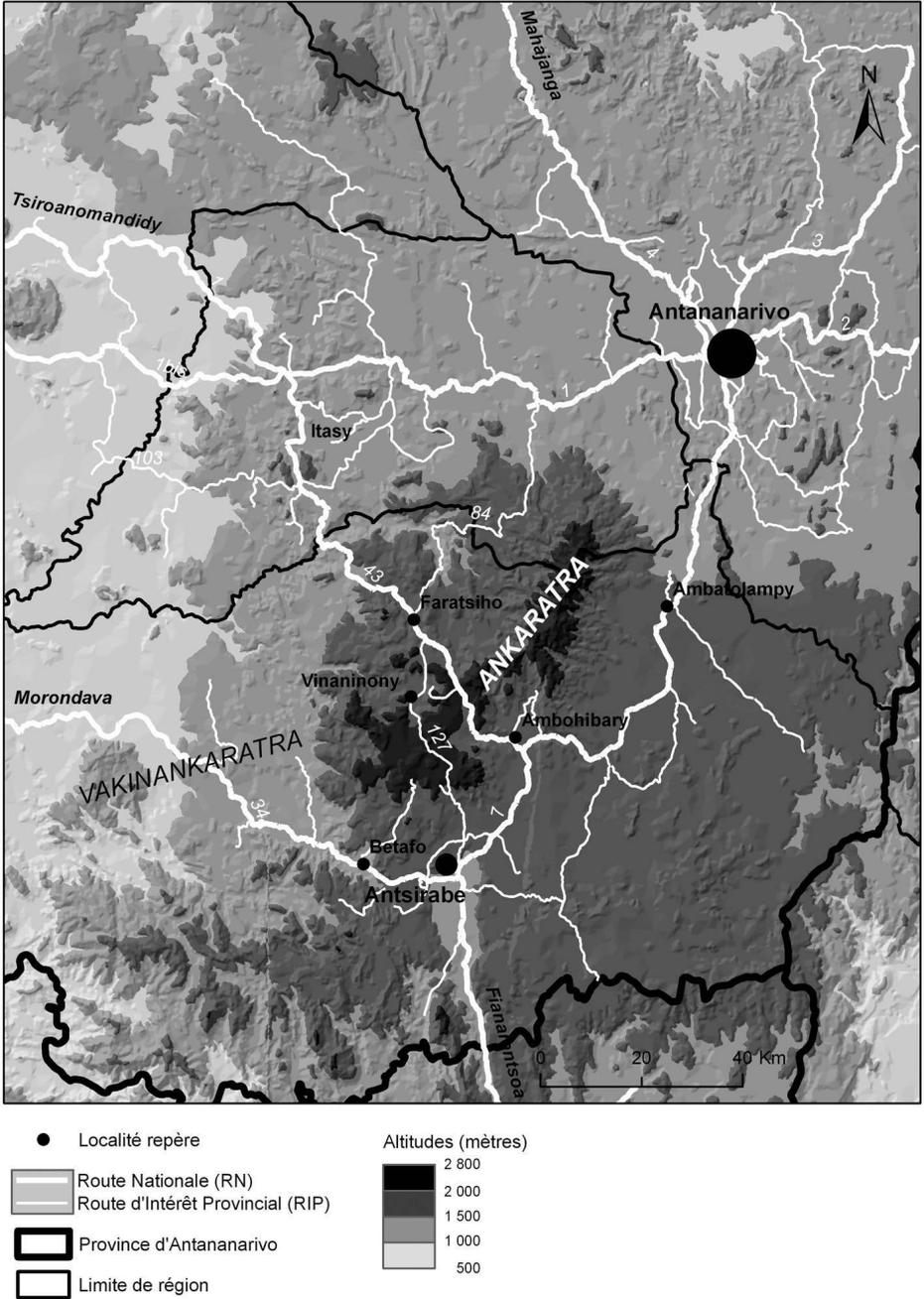


Figure 1. – Localisation des Hautes Terres centrales malgaches.



Photo 1. – La partie orientale de la haute cuvette de Vinaninony (1 874 m) vue du village d'Ankaranana : le bassin rizicole organisé en casiers de dimensions variables s'oppose aux versants boisés ou siège des cultures pluviales plus extensives. Les champs de pommes de terre se développent en contre-saison dans les rizières.

l'évolution des stratégies paysannes en matière de caféiculture dans le Centre-Est malgache. Le chevauchement des travaux rizicoles et caféiers entre mars et août contraint souvent le paysan à sacrifier le caféier qui est pourtant plus rémunérateur que le riz, même dans un contexte mondial de chute des prix.

Pour autant, les cultures maraîchères sont traditionnellement pratiquées sous forme de jardins pour l'autoconsommation familiale. La ration quotidienne et individuelle de riz doit être accompagnée de légumes, de cresson et d'un peu de viande. C'est la raison pour laquelle on installe de préférence la micro parcelle de légumes non loin de l'habitation pour que les femmes et les jeunes enfants puissent l'entretenir et procéder aux cueillettes quotidiennes sans parcourir de longues distances. De même, quelques arbres fruitiers ceinturent les hameaux. L'élevage bovin est classiquement bien présent, symbolisé par les parcs à bœufs dans lesquels les bêtes sont enfermées la nuit. Il faut dire que les zébus (en moyenne deux à trois par exploitation), sont au service des champs à travers le labour, le hersage des rizières et le charroi. Ils fournissent aussi l'engrais naturel indispensable aux cultures. Chaque exploitation s'efforce ainsi d'entretenir au moins une vache, la maigre production laitière étant en partie autoconsommée par les jeunes enfants et les parents âgés, le petit surplus écoulé auprès des fromageries artisanales locales ou les laiteries.

Les voies d'une véritable diversification ne sont donc pas absentes. D'une part, les productions de fruits et légumes font partie intégrante des systèmes poly-actifs (photos 2 et 3). D'autre part, le contexte de la croissance démographique et urbaine, comme l'incidence de la crise économique poussent à compléter les revenus paysans (Raison *et al.*, 1994). Les spéculations maraîchères sont essentiellement pratiquées en saisons sur *tanety* et en contre-saison dans les parcelles irriguées. Leur cycle de production est court (trois mois) et la production peut donc être étalée sur toute la campagne. C'est surtout depuis les années 1960 que les légumes de contre-saison, destinés à la vente, se lancent à la conquête des rizières après l'unique récolte de riz (Le Bourdieu, 1974). En altitude, il est difficile d'introduire une seconde culture annuelle de riz sur les mêmes terres à cause du froid qui sévit du mois de juin au mois d'août. Durant cette période, la température peut descendre jusqu'à 0 °C dans certaines zones du Vakinankaratra. Un autre problème est le manque de champs disponibles. L'initiative paysanne s'oriente alors vers la pratique de cultures « dérobées » (tabl. 1). Pendant les trois rudes mois de saison fraîche, il faut trouver des produits à cycle végétatif court pouvant être consommés et de valeur marchande plus ou moins élevée pour faire face à la période de soudure. Par exemple, certaines variétés de pommes de terre sont plantées de



Photo 2. – Paysage de rizières dans un cadre volcanique sur la commune de Betafo : émiettement parcellaire, conquête des versants, intensification et diversification agricole (blé, pomme de terre, arbres fruitiers) sur les terrasses. Quelques cultures fourragères sont destinées au petit élevage laitier.



Photo 3. – Parcelles en pommes de terre aux environs d'Ambohibary. Compatibles avec le riz, les cultures légumières rémunératrices ont été intensifiées et étendues dans cette cuvette intramontagnarde bien desservie non loin de la RN 7.

septembre à novembre pour une récolte en saison intermédiaire (février à juin) tandis que d'autres sont décalées pour une récolte en août-septembre, voire en contre-saison (décembre) ; les carottes sont semées en juillet-septembre pour un arrachage en octobre-janvier mais d'autres récoltes ont lieu en mars-avril ou même en août-septembre, dans tous les cas en dehors de la saison de moisson du riz. Les produits maraîchers se révèlent extrêmement pratiques dans la mesure où ils n'épuisent pas les sols des rizières, leur entretien n'accapare pas le temps du paysan et ils sont faciles à écouler sur les marchés urbains. Par exemple, les tomates qui font la renommée du village de Bevomanga, situé sur l'Ikopa à 9 km de Mahitsy, sont arrosées deux fois par semaine et le sarclage se fait un mois et demi après le semis. La réhabilitation des Petits Périmètres Irrigués entre 1985 et 1995 a également permis d'augmenter les rendements des rizières tandis que les cultures en terrasses ont été intensifiées :

« face à une demande accrue, cultures maraîchères, plantes fourragères, arboriculture fruitière ont envahi les colluvions, et les collines, en rotation ou complantées avec les cultures traditionnelles » (Ramamonjisoa, 2003).

Cultures	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Févr.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.
Riz	◇	△	△	□	□		▼	▼		■	■	◇
Pomme de terre, en saison normale	◇				▼				▼			
en contre-saison dans les rizières			▼		◇						◇	◇
Maïs	◇							▼				
Haricot	◇							▼				
Soja				◇	◇							

Semis, plantation : ◇ Repiquage : △ Sarclage : □ Récolte : ▼ Labour : ■

Tableau 1. – Un calendrier agricole serré dans le Vakinankaratra (Hautes Terres malgaches).

(Sources : enquêtes personnelles, 2002).

Pour autant, et en dépit de la persistance de la crise, il n'a jamais été question pour la majorité des paysans de sacrifier la polyculture vivrière classique au profit d'une spécialisation maraîchère. Il est pratiquement impossible d'envisager une spécialisation analogue aux bassins de production d'autres montagnes tropicales du fait du poids du riz, de la réserve foncière traditionnellement figée (donc sujette à un émiettement au fil des générations), de la pauvreté rurale ambiante et de l'inexistence d'aides directes constantes en faveur des paysans.

2 – L'évolution ambiguë de la consommation

Le riz reste l'aliment de base des Malgaches avec des rations estimées à plus de 100 kg par habitant et par an. Il s'agit essentiellement de riz local, et dans une moindre mesure de riz importé. Dans les campagnes, cette céréale est servie à profusion dans les assiettes sous forme de « petites montagnes ». Elle est généralement bouillie et parfois accompagnée d'une sauce à base de feuilles (*loaka*). Ces feuilles sont des brèdes ou des feuilles de manioc. La sauce comporte parfois de la viande de poulet, de porc ou de zébu (*romazava* ou ragoût de viande de zébu). Le manioc et le maïs sont aussi beaucoup consommés. Le régime est pauvre en matière grasse, à l'exception de l'huile de soja d'importation qui est coûteuse. La place réservée aux produits laitiers ou aux fruits et légumes est finalement modeste.

S'ajoute une deuxième contrainte : dans le temps long, la consommation alimentaire de la population malgache a considérablement diminué en raison de la persistance de la crise économique. L'analyse des « enquêtes ménages », portant sur l'évolution de la consommation, réalisée à l'échelle nationale entre 1960 et 1995 par le projet MADIO³ et l'INSTAT, souligne une chute de la consommation par tête de 44 % et une régression du Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant de 37 %. En 1996, R. Ravelosoa et F. Roubaud (MADIO) signalent qu'

« aucun poste budgétaire n'a été épargné, puisque même l'alimentation a enregistré une baisse de 33,6 % en volume ».

Il est vrai que les autres postes de dépenses tels que « l'habillement » et « la santé et soins personnels » ont davantage pâti des difficultés en accusant respectivement des baisses de 54 et 46 %. Cette chute de la consommation traduit la paupérisation sur une longue période. D'après la Banque mondiale,

3. MADIO (Madagascar-Dial-Instat-Orstom) est un projet d'appui à la réflexion macroéconomique qui a été cofinancé par l'Union européenne, l'Orstom et le ministère français de la Coopération et du Développement, de 1994 à 1996.

si au cours des années 1960, environ 45 % de la population vivaient au-dessous du seuil de la pauvreté, cette proportion est passée à 60-70 % durant les années 1990. Associée à une baisse des disponibilités (y compris en céréales⁴ malgré un léger rattrapage au début des années 2000) et à un accès réduit aux aliments, la pauvreté a pour conséquence une forte insécurité alimentaire des ménages. On peine à couvrir les besoins énergétiques et plus d'un tiers de la population est sous-alimenté. Quantitativement insuffisants, les aliments sont aussi piètrement diversifiés avec une prépondérance des céréales (riz et maïs) et des racines ou tubercules (manioc). Au début des années 2000, cette catégorie représente à elle seule les deux tiers des disponibilités totales (FAO, 2005). Dans ce contexte, les fruits et les légumes sont en baisse constante, avec une offre presque de moitié inférieure à celles de la période 1972/1974. Le bilan nutritionnel témoigne d'une insuffisance notable des apports protéiques d'origine animale, de vitamines et de calcium. En outre, comme le note C. Ralison (2005) :

« la variabilité des prix des aliments est devenue un problème important depuis la libéralisation. Soumis aux fluctuations saisonnières et régionales, les prix peuvent être triplés dans certaines régions pendant les périodes de soudure. L'insuffisance d'emploi, la faiblesse des revenus et l'inflation sont autant de facteurs favorisant l'insécurité alimentaire des ménages ».

Nous ne disposons pas de chiffres précis sur l'évolution récente de la consommation des produits maraîchers, mais la flambée du prix du pétrole sur le marché mondial et les séquelles des crises politiques de 2002 et 2009 se répercutent négativement sur l'alimentation, déjà mal en point. Une enquête réalisée en 2006 sur 72 ménages « moyens »⁵ de la capitale montre que si les dépenses alimentaires atteignent 60 % des dépenses totales, la consommation de produits laitiers (12 %) et de fruits frais (4,5 %) est en régression même si ces types d'achats sont plus fréquents dans les tranches de revenus supérieurs (Rabemanambola, 2007).

3 – Des leviers récents : urbanisation et inégalités sociales

Si la consommation alimentaire individuelle évolue à la baisse à l'échelle nationale et dans les centres urbains, il apparaît que la demande en fruits et légumes, mais aussi en produits laitiers, progresse en valeur absolue en raison de la pression démographique continue. C'est là un puissant levier pour modifier les pratiques culturelles orientées vers les marchés intérieurs et une

4. En 1961, la consommation de riz atteignait 135 kg par personne et par an.

5. 80 % d'entre eux disposent d'un revenu compris entre 100 000 et 250 000 Ariary et 70 % sont propriétaires de leur logement. Un euro équivaut en moyenne à 12 500 Ariary.

économie avant tout « nationale »⁶. Entre 1993 et 2007, Madagascar a gagné 8,6 millions d'habitants et la population est passée de 12 millions d'individus à 20 millions. L'évolution décennale de la capitale corrobore ce schéma d'ensemble : la population d'Antananarivo a crû de plus de 50 % entre 1991 et 2003, passant de 780 000 habitants à près de 1 200 000. Qui plus est, cette population est jeune et marquée par un taux de fécondité élevé. Cette forte proportion des tranches d'âge inférieures dans la capitale est aussi due aux fortes attractions scolaire et universitaire qu'elle exerce sur les campagnes périphériques et les autres villes de l'île. Elle est par conséquent potentiellement demandeuse de quantités croissantes de produits maraîchers. J. Ramamonjisoa (1998) décrit une extension tentaculaire de la ville en direction des campagnes périphériques à partir des principales voies de communication disposées en étoile. H. Rakotoarimalala (2003) confirme la poursuite de l'urbanisation de ces milieux ruraux périphériques au début des années 2000. Le mouvement s'est accompagné de l'implantation de nombre d'entreprises et d'établissements de commerce, y compris les marchés maraîchers de quartier, dans certaines parties du centre-ville d'abord, avant de gagner les zones périphériques par la suite. Aujourd'hui, ces marchés de quartier continuent de s'étendre et de se multiplier. Paradoxalement, la forte pression foncière et le développement des infrastructures de transport reliant la capitale aux campagnes périphériques ont conduit au recul de l'agriculture urbaine ou péri-urbaine dès les années 1960 au profit des productions rurales des Hautes Terres (Douessin, 1974).

Depuis 2002, la crise se traduit par un creusement important des inégalités. D'une part, une minorité de personnes (cadres supérieurs, hommes d'affaires, consultants expatriés, etc.) proches ou évoluant dans la haute sphère du pouvoir s'est considérablement enrichie ; d'autre part, les populations démunies s'enfoncent dans la précarité et les anciennes classes moyennes subissent de plein fouet la crise. Les effets sont paradoxaux : loin d'être éliminés les légumes peuvent ainsi jouer un rôle de substitution ; au déjeuner, le riz est désormais associé aux grains secs (haricot, pois du cap, lentille, etc.). La fréquentation des « gargotes », où les menus sont vendus à très bas prix, tend à se généraliser pour les ménages défavorisés. Le prix du « composé », constitué d'un mélange de légumes (pomme de terre, carotte, haricot vert demi-cuit, etc.) et de pâtes y est très abordable. D'aucuns sont conscients qu'un simple rattrapage calorique obtenu par une consommation accrue de manioc pour

6. La France est un partenaire privilégié de Madagascar en matière d'exportation de fruits et légumes. Entre 2005 et 2007, les exportations malgaches ont augmenté de 26 % pour atteindre 30 000 t et ont généré des rentrées de devises se chiffrant à 37 millions € pour le pays (Mission économique de Tananarive, 2008). Madagascar est le 14^e fournisseur de la France pour les légumes en conserve. Il se place au sixième rang pour la fourniture de légumes secs. Toutefois, la part des produits frais ou transformés est encore peu significative (15 %).

compenser la diminution de la ration individuelle de riz et de viande ne contribue aucunement à un bon équilibre nutritionnel. Dans la capitale, il est aussi nécessaire de souligner que rares sont encore les ménages en possession d'un réfrigérateur ou d'un congélateur. Ce phénomène, ajouté à l'atrophie budgétaire, n'autorise donc pas l'achat groupé (hebdomadaire ou par quinzaine) des fruits et légumes. Dans les marchés populaires, l'achat à la pièce et par petits tas (*toko*) fait de plus en plus place à l'achat classique au kilogramme. À l'opposé, l'alimentation des catégories plus aisées s'est beaucoup occidentalisée. On assiste alors à une consommation accrue de vin, de produits laitiers, de pâtisserie et de charcuterie. Le menu comporte désormais un assortiment raffiné d'entrées, de plat(s) de résistance et de dessert(s). L'attention est davantage portée sur les légumes et les fruits de premier choix et les primeurs exposés sur les étals des grandes surfaces. On mange parfois sans retenue, ce qui donne lieu à l'émergence de maladies d'excès qu'on rencontre généralement dans les pays développés. Les citadins aisés en viennent à privilégier les fruits et légumes qui permettent de diversifier leurs régimes alimentaires.

II – Les jeux d'acteurs : un chassé-croisé incertain

Même contraint par l'organisation complexe des combinaisons agricoles, le développement des cultures maraîchères sur les Hautes Terres a attiré de multiples acteurs, étatiques, parapublics et privés, endogènes ou exogènes, tout en laissant le dernier mot aux initiatives paysannes.

1 – Les formes classiques d'encadrement : programmes publics, ONG et initiatives confessionnelles

Malgré leurs hésitations, les programmes nationaux et les organismes non gouvernementaux (ONG) ont souvent donné les impulsions décisives. Mais quelle direction faut-il privilégier ? Dans un article récent, H. Rakoto-Ramiarantsoa (2008) a bien souligné les enjeux :

« La politique agricole veut-elle appuyer l'agriculture familiale, ou développer l'*agribusiness* ? Faut-il s'adresser à des paysans, ou à des entrepreneurs agricoles ? »

Depuis l'Indépendance, la réduction de la pauvreté figurait parmi les priorités des programmes économiques des régimes successifs. Sur le plan agricole, cela s'est traduit par des projets ambitieux d'aménagement hydraulique, d'actions pour augmenter les superficies et la production rizicoles. C'est dire que les possibilités de développement des cultures maraîchères ont été toujours contrariées par le soutien étatique, sans faille, apporté à la culture

maîtresse. Ainsi, les actions de vulgarisation du maraîchage intensif incombaient davantage aux ONG (surtout confessionnels) et au secteur privé. Ces actions étaient les bienvenues pour appuyer les initiatives de diversification paysanne après l'échec du dirigisme étatique des années 1980. Si des progrès sont sensibles en matière d'adoption de nouvelles techniques culturales et de fourniture d'intrants (semences, petit équipement agricole, etc.), l'extension des superficies maraîchères a été moindre en raison de la suprématie spatiale du riz. Les interventions des ONG ont surtout visé l'appui aux paysans pour qu'ils puissent diversifier et améliorer leurs revenus tout en satisfaisant la demande intérieure. Dans les années 1980, le rôle de l'Église catholique a été par exemple primordial dans la vulgarisation de la culture de la carotte (ou du soja) dans la plaine d'Ambohibary, dans le Vakinankaratra. C'est aussi à partir d'une ferme-école située près d'Antsirabe, que les Norvégiens de l'Église luthérienne, ont diffusé de nouvelles techniques d'élevage laitier (sélection des races, amélioration de l'alimentation) ou de culture de la pomme de terre (projet Fifamanor) (Ramamonjisoa, 1985).

Toutefois, la place des cultures maraîchères a été rehaussée dans les régions à forte densité, notamment les Hautes Terres centrales et le Sud-Est de l'île, sous le régime de Marc Ravalomanana⁷. En 2005, le Plan Régional de Développement (PRD) de la région du Vakinankaratra accorde, par exemple, une attention particulière à la promotion de la filière fruits et légumes, pensée en termes d'*agribusiness* avec décuplement des rendements pour l'exportation. Le Vakinankaratra a déjà commencé l'exportation de la variété de pomme de terre *Spunta* vers l'île Maurice. Pour cela, des moyens financiers colossaux et des infrastructures ambitieuses dans le cadre du programme Pôle Intégré de Croissance (PIC) ont été mis en place tel que les travaux de construction de l'aérodrome international d'Antsirabe. Cependant, si l'initiative est louable, elle a l'inconvénient d'être discriminante à l'endroit de la majorité des paysans modestes. Le modèle de modernisation sous-jacent étant celui d'entrepreneurs en *agribusiness*, largement extérieur au monde paysan même si celui-ci est censé profiter d'effets d'entraînement et d'une meilleure formation *via* de nouvelles organisations par lesquelles transitent les financements, à l'image des Maisons des paysans (*Tranoben'ny Tantsaha*), ébauches de chambres d'agriculture.

Aujourd'hui, la stratégie de développement de la filière des fruits et légumes est conduite sur deux principaux fronts : la production intégrée, mieux adaptée au monde paysan, et la production industrielle, apanage d'une minorité d'entreprises exportatrices. Des actions sont menées en amont pour

7. Marc Ravalomanana, PDG d'un grand groupe laitier est le tombeur de l'Amiral Ratsiraka en 2002. Il a été à son tour renversé par le jeune maire de la capitale Andry Rajoelina le 17 mars 2009.

améliorer qualitativement et quantitativement la production. Elles consistent entre autres en un encadrement technique, un meilleur accès au financement rural et un appui à la fourniture d'engrais ou de semences. L'atteinte de tels objectifs passe par un partenariat public-privé réunissant l'État, le secteur privé, des ONG de développement ou des partenaires associatifs extérieurs, sans oublier les bailleurs de fonds internationaux. Quelques structures méritent d'être évoquées.

- Le *Groupe de Travail pour le Développement Rural* (GTDR) réunit cinq collèges constitués par l'Union des Professionnels des Fruits et Légumes⁸ (UPFL), la Maison des paysans, des édiles locaux (députés et maires), les services déconcentrés, certains ONG et bailleurs de fonds internationaux, comme la Banque mondiale et l'Union européenne. Le GTDR regroupe 50 membres au total. Il se charge de définir l'orientation stratégique des filières artichauts, poivrons de couleur, carottes, asperges et petits pois dans les communes rurales périphériques de la capitale. À terme, l'objectif est double : la professionnalisation des paysans et la mise en place d'une unité de transformation de fruits et légumes. Liée par contrat, l'UPFL assurerait 70 % de la production contre 30 % pour la Maison des paysans.
- Le *Centre Technique Horticole d'Antananarivo* (CTHA) est partenaire du GTDR. Il s'agit d'une association d'ingénieurs agronomes et forestiers malgaches mise en place en 2002 suite à la restructuration du Projet de Structuration des Filières Horticoles d'Exportation de Madagascar (PSFH) qui avait bénéficié de l'aide française depuis la fin des années 1990. Le CTHA fournit une assistance technique aux acteurs des filières des fruits et légumes et des plantes ornementales. Les cultures légumières retenues sont celles ayant un potentiel pour l'exportation et les cultures qualifiées d'innovantes (melon, oignon, pomme de terre, carotte, haricot vert, haricot sec, pois mange-tout, endive, etc.). Ces zones d'intervention peuvent s'étendre à l'échelle de l'île, mais elles couvrent essentiellement les campagnes périphériques immédiates d'Antananarivo. L'ensemble des maillons des filières est concerné. En amont, on réalise des essais techniques dans deux stations expérimentales à Nanisana (Antananarivo) et Ambano (Antsirabe) et chez les producteurs eux-mêmes. Le CTHA se lance aussi en amont dans la production de plants de fraisiers et d'arbres fruitiers tempérés comme le pommier, le pêcher, le prunier, le nectarinier, etc. Le cas échéant, il appuie les producteurs dans les démarches relatives

8. L'UPFL regroupe des sociétés d'exportation de fruits et légumes.

à l'importation de semences. Son intervention sur le maillon central (les producteurs) consiste en la diffusion de ces différentes techniques mises au point en amont. Le CTHA dispense des formations à la demande des producteurs, dont la nature et les objectifs ainsi que les frais d'intervention sont consignés dans une convention conclue entre les deux parties. Toutefois, les frais d'intervention s'élèvent à 60 000 Ariary⁹ par jour, ce qui n'est pas toujours à la portée des producteurs modestes. En aval, le centre appuie les producteurs dans la recherche de débouchés en les mettant en relation avec les importateurs.

- Le *Centre d'Expérimentation et de Formation en Fruits et Légumes* (CEFFEL) vient davantage en aide aux paysans modestes. Il a été mis en place en 2004 grâce à l'appui financier du ministère français des Affaires Étrangères et couvre les trois régions du Vakinankaratra, de l'Itasy et d'Amoron'i Mania. En 2007, le programme a été renforcé par la collaboration des associations paysannes. Le CEFFEL aide les associations à monter des projets de production de qualité et les accompagne dans la recherche de débouchés en leur donnant des nouvelles des 16 marchés des trois régions d'intervention. Pour cela, il dispose d'une exploitation de 20 ha, de salles de cours et d'une capacité d'hébergement de 50 personnes. Des formateurs, des expérimentateurs et une équipe de terrain collaborent étroitement avec des animateurs villageois qui encadrent les associations paysannes. Les expérimentations sont diffusées dans le milieu paysan à travers des visites organisées, des journées portes ouvertes, des formations, des émissions radiophoniques locales, des articles de journaux, etc. Par la suite, les animateurs accompagnent les groupements sur les plans technique et organisationnel. Un service se charge régulièrement de la collecte des informations à jour sur les prix des principaux légumes sur les marchés de production et de consommation.

Si les résultats de ces structures d'encadrement sont encourageants, le contexte évolue rapidement : longtemps soutenues par l'État, les filières laitières ou maraîchères sont davantage ouvertes aux marchés et à la concurrence, et pilotées par des acteurs privés, notamment des industriels de l'agroalimentaire qui choisissent de s'appuyer sur une minorité d'exploitants modernisés.

9. Environ 5 €.

2 – L’irruption des agro-industriels

Ce secteur privé ne peut pas être séparé des enjeux politiques dans la mesure où la firme Tiko, propriété de l’ancien Président de la République, en est un des principaux acteurs. Plus généralement, ces entreprises visent le marché intérieur haut de gamme dans les grandes surfaces ou l’exportation. On comprend leur volonté de voir se développer des exploitations agrandies et modernisées. Il existe actuellement une vingtaine de sociétés de transformation de fruits et légumes à Madagascar, parmi lesquelles figurent notamment Tiko¹⁰, Lecofruit et Codal S.A. Elles combinent la plupart du temps la production intégrée et la transformation agro-industrielle afin de s’assurer un approvisionnement régulier en matière première de qualité. Le développement du maillon central les oblige à jouer le rôle d’organismes d’amont à travers l’encadrement technique et la fourniture d’équipement et de semences. Des formules inédites sont parfois mises au point pour venir en aide aux paysans modestes qui ne sont pas éligibles aux systèmes de crédit bancaire classiques : des prêts sont octroyés et selon une convention entre les deux parties, le remboursement peut être échelonné et effectué en numéraire et/ou en nature suivant les disponibilités. Toutefois, la fixation des prix au producteur demeure encore largement monopolisée par les entreprises de transformation.

Faisant partie du patrimoine du Président de la République récemment déchu, Tiko regroupe des unités agro-industrielles opérant dans le lait et la transformation des fruits de saison en jus. À l’origine de cette rapide expansion, on trouve au début des années 1980 une petite laiterie, implantée avec l’aide de la Banque mondiale, à l’est d’Antananarivo (Manjakandriana). Puis, l’unité industrielle s’est déplacée près d’Antsirabe, au cœur du foyer laitier, et le groupe s’est alors diversifié dans l’agroalimentaire (glaces, boissons gazeuses, jus de fruits, huiles) et la grande distribution (chaîne Magro). À l’amont, la filiale Tiko Agri détenait une ferme d’élevage hors sol non loin d’Antsirabe et se chargeait des actions de vulgarisation. Avant la chute de Marc Ravalomanana, le groupe représentait près de 5 000 emplois directs et ambitionnait de devenir l’un des *leaders* de l’agroalimentaire dans la zone de l’océan Indien.

Le comptoir alimentaire Codal S.A. est implanté à Tamatave et Antananarivo. Il négocie en moyenne 700 t de fruits tropicaux par an. La société Lecofruit exporte régulièrement des fruits et légumes vers l’Europe. Sur chaque site, un chef de culture supervise près de 2 500 paysans, est secondé par des chefs de zone et de secteur, aidés par des assistants de culture. Les techniques culturales utilisées sont performantes et innovantes et tiennent compte du contexte du paysannat malgache.

10. Dont l’avenir sur un plan juridique est encore incertain.

3 – Une initiative paysanne décisive

En dernier lieu, ce sont bien les paysanneries montagnardes qui adoptent ou non les innovations agricoles, comme l'avait déjà remarqué P. Péliissier (1976) à propos de la diffusion des techniques de riziculture améliorée. La question de l'acceptabilité sociale des innovations est donc au cœur des processus d'implantation du maraîchage ou de l'élevage laitier : d'une part, à cause des investissements de tout ordre qu'il nécessite ; d'autre part, du fait des perceptions que se font ces sociétés quant à l'adoption de ces « nouveautés » dans un contexte de crise (inscription dans le calendrier agricole et dans les terroirs ; possibles débouchés commerciaux ; stratégie économique anti-risque).

Souvent connues depuis plusieurs générations, les productions laitières, fruitières ou légumières bénéficient d'un bon accueil, surtout si un éventail de programmes de développement ou un encadrement associatif ou confessionnel est présent sur place. Généralement, la mise en œuvre de jardins ou de vergers d'essais au sein d'écoles, voire de concours locaux, facilite la diffusion des variétés européennes. Ainsi, la culture de la pomme de terre, bien implantée historiquement sur les « Hauts »¹¹, a suscité l'engouement de la paysannerie qui pouvait tout à la fois compléter ses disponibilités alimentaires et dégager des surplus en préservant la sole rizicole (culture de contre-saison après la moisson). Sur certains finages montagnards, la pomme de terre occupe désormais une place importante dans l'alimentation mais aussi dans les ressources monétaires du ménage. Des entretiens réalisés à Vinaninony Sud, commune connue pour posséder la plus haute cuvette rizicole de Madagascar (1 870 m) montrent que la pomme de terre est même la première source de revenus, devant le lait ou les vergers de pommes. Dans l'est de la plaine d'Ambohibary, ce sont quelques agriculteurs, adeptes de la pomme de terre, qui ont ensuite permis la diffusion de la culture de la carotte à partir de la fin des années 1950. Ici encore cette nouvelle spéculation intensive (deux récoltes par an) pouvait bien s'intégrer dans l'organisation des terroirs en occupant les bourrelets de berge, et profiter de prix de vente élevés. Dans tous les cas, il faut noter les poids des facteurs limitants : investissements initiaux élevés (pulvérisateurs, semences de qualité, engrais chimiques et pesticides,...), coûts des intrants, manque d'agents de vulgarisation et accessibilité aux marchés *via* les grandes artères régionales ou les centres de collecte proches. C'est ce dernier facteur qui explique largement les difficultés de l'adoption de la production laitière sur les hautes communes, déjà périphériques et excentrées, mal désenclavées surtout pendant la saison des pluies.

11. À l'origine, cette culture était destinée à l'alimentation des porcs.

L'évolution du prix au producteur est fluctuante durant l'année du fait que les différents finages montagnards alimentent le marché à des périodes distinctes. D'une manière générale, les prix baissent après la récolte du riz lorsque les produits maraîchers de contre-saison dans les rizières viennent renforcer ceux cultivés dans les champs de *tanety*. Les paysans situés à proximité du réseau routier et favorisés par les conditions pédoclimatiques propices, sont compétitifs et contribuent à satisfaire une demande constante, locale et nationale.

III – L'inscription spatiale des filières maraîchères : de nouvelles relations à la ville

Parmi les conséquences de l'émergence des nouvelles filières légumières, on assiste à des recompositions territoriales fondées sur la coexistence de deux systèmes : l'un de nature « localisé » comprend les bassins agricoles polyactifs ; l'autre de type relationnel associe producteurs et consommateurs ou intermédiaires citadins révélant une forte interpénétration des milieux urbains et ruraux. Ces rapports sont structurés par des liens socioculturels et économiques (Zaoual, 2005) ; ils peuvent réactiver les relations avec la montagne et sont à l'origine d'avantages concurrentiels inédits.

1 – La diversité des foyers agricoles

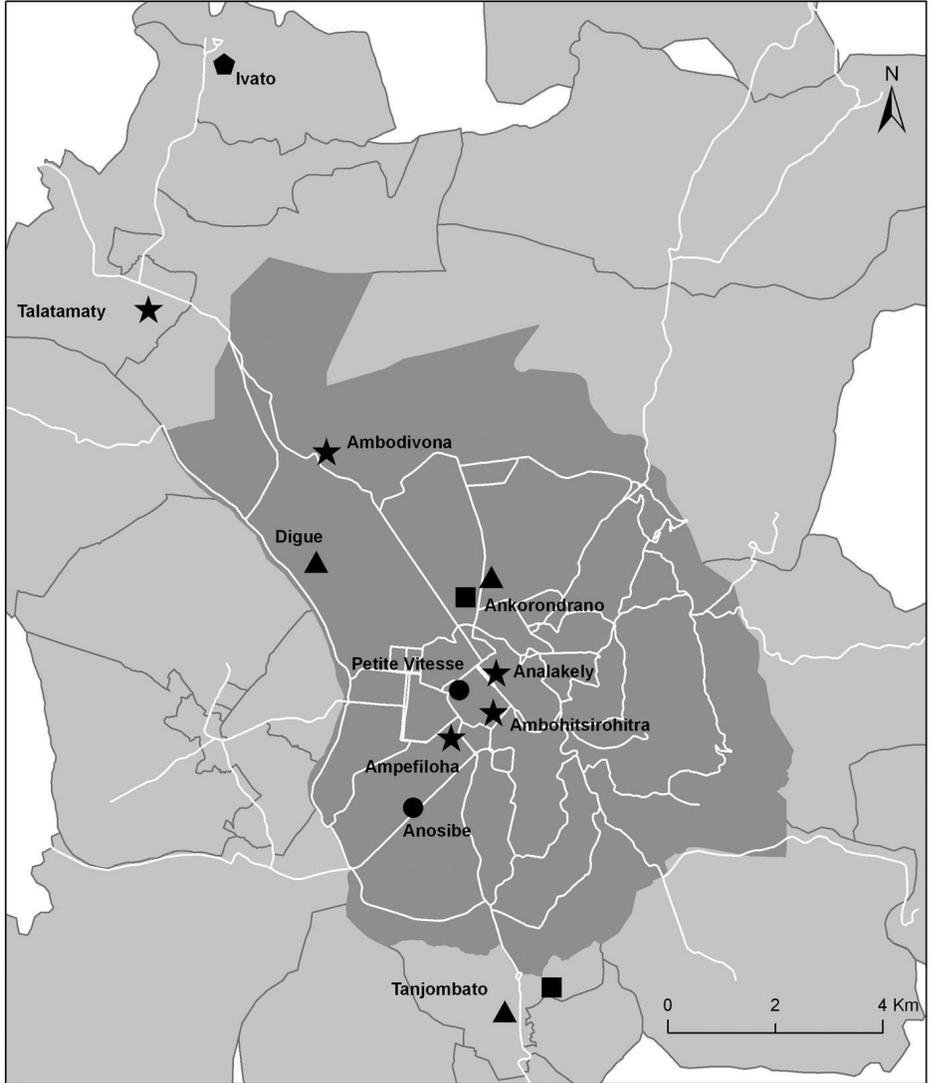
Aujourd'hui, les campagnes maraîchères coïncident généralement avec le principal bassin laitier du pays, qui correspond plus à la région du Vakinankaratra qu'à un « Triangle laitier » imaginé par l'administration (Rabemanambola, 2007). Au-delà d'une production laitière en croissance, ce foyer approvisionne en légumes de contre-saison et en fruits les principales agglomérations des Hautes Terres. Le rôle de la route est par conséquent capital dans la distribution des produits maraîchers. Les terroirs du Sud et de l'Ouest fournissent l'essentiel des besoins. Il s'agit notamment des campagnes méridionales qui gravitent autour d'Antsirabe, dans la région du Vakinankaratra, ainsi que celles de la région d'Itasy. Le premier foyer participe activement à l'approvisionnement d'Antananarivo en carottes, pommes de terre et en fruits de saison (pommes, poires, prunes, etc.). Il produit par exemple, à lui seul, 95 % de la production de carottes de l'île (INSTAT, 2005). La plaine d'Ambohibary est notamment spécialisée dans cette spéculation. Dans ce bassin rizicole densément peuplé, ce sont surtout les grandes ou moyennes exploitations qui parviennent à se diversifier vers les cultures légumières et l'élevage laitier (Blanc-Pamard et Rakoto Ramiarantsoa, 2000). Dans la décennie 1980, l'opération de développement rizicole lancée par l'État a stimulé la production

céréalière et encouragé l'adoption d'autres spéculations comme le soja, l'orge ou le blé. L'organisation de la jeunesse catholique (FTMTK) a pris le relais en promouvant les récoltes de carottes et de soja, ce dernier étant destiné à la consommation humaine ou animale ainsi qu'à la fourniture d'engrais vert. Les légumes sont expédiés sur Antsirabe ou Antananarivo, une partie étant exposée au bord de la RN 7. Cette orientation commerciale concurrence la production laitière qui a du mal à se moderniser. Dans le bassin même d'Antsirabe, vers 1 350-1 600 m d'altitude, la production de riz voire de maïs occupe l'essentiel des superficies. Dans un environnement agroindustriel puissant (Tiko, minoterie Kosama) et tout en profitant de la demande urbaine locale, des fermes moyennes (20-30 ha) tenues par de jeunes exploitants performants se sont constituées. La plupart s'orientent vers les grandes cultures ou la filière laitière tandis que les légumes (1 300 ha) sont surtout vendus par les petits producteurs dans un contexte de conflits fonciers larvés. Au Nord, les villages des districts de Faratsiho et d'Ambatolampy écoulent également une grande partie de leur production de pommes de terre vers Antananarivo. Des camionneurs d'Ambatolampy et d'Ambohimandroso s'occupent de la collecte des produits dans les différents villages. En général, ces transporteurs sont des notables locaux regroupés dans des coopératives de transport de marchandises et de voyageurs.

Située dans les « Hauts » frais et humides, la commune de Vinaninony, bien que peuplée de 30 000 habitants, est davantage isolée. La riziculture d'altitude est ici associée aux pommes de terre qui occupent 2 400 ha, soit deux fois plus de surface que les céréales. Quelques pommiers et un peu d'élevage viennent compléter la combinaison agricole, avec une part de ventes sur les villes qui dépasse 20 % parmi les exploitations intermédiaires.

2 – Des marchés urbains complémentaires

Les centres urbains constituent les principaux débouchés des produits maraîchers avec une part prépondérante de la capitale. Cette dernière est relayée par les villes secondaires, anciens chefs-lieux de province. Il s'agit du Nord au Sud d'Antsiranana, de Toamasina, de Mahajanga, de Fianarantsoa et de Toliara. Deux grandes catégories de marché s'y déploient. La première concerne les marchés ou la grande distribution fréquentés par les catégories aisées. La seconde a trait aux marchés populaires où s'approvisionne la majorité des consommateurs urbains. Il en résulte des mouvements contradictoires entre les firmes qui veulent attirer la production locale – mouvement centripète vers l'unité agroindustrielle ou la grande surface – et les producteurs qui ravitaillent directement des clients, parfois jusqu'à Antananarivo – mouvement centrifuge.



- Grandes surfaces :
- ◆ HORIZON
 - LEADER PRICE
 - ▲ SCORE
 - ★ SHOPRITE
- Marché de gros ou de demi-gros
- Commune urbaine d'Antananarivo
 - Autres communes de l'agglomération
 - Principales routes

Figure 2. – Les grandes surfaces et les marchés de gros et demi-gros dans l'agglomération d'Antananarivo.

Depuis 2006, la capitale compte une dizaine de grandes surfaces que se partagent trois grandes enseignes (Score, Shoprite, Leader Price) réparties entre le centre et les zones périphériques (fig. 2). Score possède trois magasins sis à Ankorondrano, Tanjombato et « Route digue ». Leader Price en détient également trois installés à Ankorondrano, « Route digue » et Tanjombato. Shoprite aligne quatre succursales localisées à Ampasanimalo sur la route qui mène à l'Université d'Antananarivo, Ampefiloha, Ambodivona et Talatamaty. Les fruits et légumes de qualité supérieure qu'on y trouve sont directement achetés aux producteurs locaux avec une collecte par camionnettes¹² ou livrés par des intermédiaires qui s'approvisionnent régulièrement au marché d'Anosibe. Par exemple, la société Lecofruit est approvisionnée régulièrement en fruits et légumes par des milliers de paysans répartis dans cinq zones de la région de l'Itasy. La constance de l'approvisionnement paysan est régie par un contrat qui fixe le quota et la qualité des produits livrés. De plus, la firme possède des fermes expérimentales dans ces cinq zones d'intervention pour mettre au point de nouveaux produits. On y effectue des essais de variétés et de nouveaux itinéraires techniques qui tiennent compte des conditions socio-économiques prédominantes dans les milieux paysans. Elles complètent et compensent ainsi les éventuelles fluctuations de l'approvisionnement paysan et permettent de faire face à des commandes urgentes.

Les marchés populaires de produits de maraîchage sont de trois types : le marché d'Anosibe situé à l'entrée sud de la capitale, les marchés de demi-gros centraux, les marchés de quartier du centre ou des zones périphériques. Le marché d'Anosibe joue la double fonction de groupage et de dégroupage des produits maraîchers en provenance des campagnes périphériques, proches et lointaines d'Antananarivo. L'approvisionnement est nocturne pour permettre la redistribution matinale des marchés de quartier. Le fonctionnement du marché de demi-gros de la « Petite vitesse », situé en plein centre-ville (devant la gare près de l'Avenue de l'Indépendance) obéit à un schéma analogue à celui d'Anosibe dont il assure le relais. Il reçoit des marchandises soit d'Anosibe, soit des campagnes alentour avant redistribution vers les marchés de quartier. Toutefois, la différence avec le marché d'Anosibe tient au prix plus élevé des produits en raison de la multiplication du nombre d'intermédiaires. Enfin, les marchés périphériques doivent leur naissance à l'extension de l'agglomération antananarivienne. La périurbanisation, plus ou moins diffuse et éloignée de la capitale, a permis l'éclosion de marchés qui absorbent les produits maraîchers

12. Malheureusement, des enquêtes sur les tonnages vendus n'ont pas pu aboutir après les émeutes consécutives à la crise politique qui secoue la Grande île depuis le début de l'année 2009. La plupart des grandes surfaces de la capitale ont été pillées et incendiées à l'occasion de ces manifestations, ce qui a entraîné leur fermeture.

des campagnes voisines. Une livraison au marché d'Anosibe s'avère contraignante à cause de son éloignement, d'où l'apparition des marchés d'Ivato et de Talamaty situés à une quinzaine de kilomètres du centre. L'urbanisation de ces zones s'est amplifiée avec la construction de l'aéroport international d'Ivato à 20 km de la capitale le long d'une voie reliée à la RN 4 qui mène à Mahajanga vers l'Ouest. S'apparentant à des flux centripètes de faible importance, les produits de maraîchage des campagnes alentour sont le plus souvent transportés par des *ramarama*, charrettes à deux pneus d'une capacité de 100 à 200 kg tirées et poussées par deux hommes (photo 4).

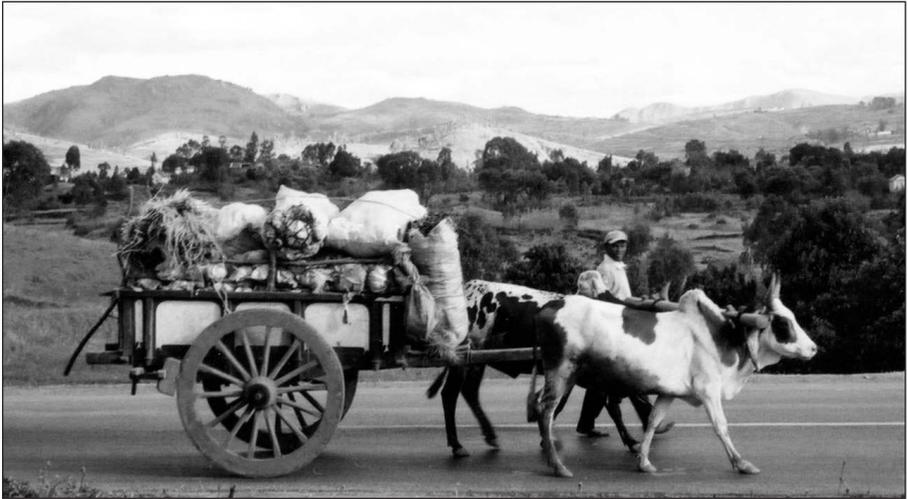


Photo 4. – Sur la route d'Antananarivo, transport de légumes grâce aux ramarama, charrettes à deux pneus d'une capacité de 100 à 200 kg.

3 – La mobilisation des réseaux sociaux

Face aux difficultés sociales contemporaines, de tels flux révèlent une adaptation souvent remarquable d'une partie de la paysannerie montagnarde qui parvient à agencer efficacement un système socio-économique avec mobilisation de réseaux de solidarité ou de collaboration, et nouvelles relations à la ville (Blanc-Pamard et Rakoto Ramiarantsoa, 2002). Ces « stratégies de contournement » profitent de l'essor des mobilités vers les métropoles et peuvent contribuer à renouveler les formes de pluriactivité (métiers complémentaires de collecteurs de produits agroalimentaires, de transporteurs, de commerçants intermédiaires, de transformateurs, etc.). Ces activités, sans gros besoins de financement, présentent des risques limités sur un marché en partie contrôlé par les relations interpersonnelles, même si la nécessité de regrouper une production très éclatée conduit à la multiplication d'intermédiaires.

Dans le détail, l'acheminement des produits vers la capitale s'effectue principalement à travers deux artères bitumées, la RN 7 et la RN 1. La durée du voyage le long de ces routes nationales prend en moyenne deux à trois heures. Les paysans apportent leur production au bord des pistes selon des fourchettes d'heures convenues pour faciliter la collecte. Il faut, en moyenne, une à deux heures pour la collecte des denrées le long des différentes pénétrantes. Celle-ci est effectuée de préférence de bonne heure pour conserver la fraîcheur des produits, notamment les légumes. Les camionneurs commencent l'enlèvement dès deux heures du matin pour que les paysans puissent arriver à Anosibe à la première heure avec leur production. Les productions agricoles du Vakinankaratra et de l'Itasy ne sont pas uniquement écoulées dans les marchés de la capitale mais aussi vers les autres centres urbains de l'île à partir du marché d'Anosibe. Les campagnes périphériques immédiates de l'agglomération, comprises dans un rayon de 20 km, ne sont pas non plus en reste grâce à la vente directe effectuée par une multitude de paysans venus s'installer au marché dès l'aube. Ce flux matinal est perceptible à travers la file de charrettes d'une capacité de 500 kg chacune en direction du marché. Tous les jours, des négociants de fruits et légumes de quartier, migrants de longue date, peu qualifiés pour certains, viennent à pied de très bonne heure à Anosibe pour leur approvisionnement journalier. Le trajet est effectué en moyenne par groupes de quatre à cinq individus pour des raisons financières et sécuritaires. Pour le retour, ils se cotisent et louent un taxi ou une Peugeot 404 bâchée pour l'acheminement des marchandises jusqu'au marché de quartier. Chaque marchand de quartier rapporte d'Anosibe en moyenne trois à quatre paniers de fruits et légumes, d'une dizaine de kilogrammes chacun. Mais il n'y a pas que les produits frais en provenance d'Anosibe dans ces marchés de quartier : des jardiniers intra-urbains viennent y vendre directement des légumes fraîchement cueillis de leurs mini-parcelles (parfois de l'ordre d'une dizaine d'ares). Ces derniers sont généralement d'origine et de niveau d'instruction modeste et sont poly-actifs. Le chef de famille, l'homme la plupart du temps, travaille par exemple en tant qu'ouvrier dans une entreprise franche afin de bénéficier d'un salaire mensuel. Dans son quartier, sa femme s'occupe régulièrement de jardins potagers. L'amélioration du niveau de vie se manifeste parfois par l'ouverture d'une « gargote » ou d'une épicerie dans le quartier.

On ne connaît pas encore assez bien le profil social des paysans fournisseurs des marchés urbains (qui détermine leurs possibilités financières, mais aussi la constitution de leurs réseaux) et les modalités de leur mise en relation (qui accroissent les bénéfices liés à l'écoulement des produits). La distribution peut se faire directement à condition de posséder des véhicules légers, parfois financés par les ventes de légumes, mais surtout *via* le taxi-brousse qu'on emprunte ou dont le conducteur est devenu un intermédiaire. Depuis le début

des années 2000, on a vu émerger de petites entreprises créées par de jeunes urbains originaires d'Antananarivo ou ayant suivi une partie de leur cursus scolaire dans la capitale et retournant vivre dans leur village natal. Voulant échapper au chômage, ils se sont installés dans le Vakinankaratra, où ils se lancent dans la collecte des produits agroalimentaires, voire dans la petite transformation. La recherche de débouchés est facilitée par les liens tissés de longue date avec la capitale, y compris avec des membres de la famille qui demeurent en ville. Les réseaux sont soit de type « horizontaux », rassemblant les producteurs d'une même communauté villageoise ou unis par des relations amicales ou familiales, soit « verticaux », au sein d'une même filière émergente, d'amont en aval, associant des acteurs aux statuts variés (producteur-transporteur ou mécanicien-petit transformateur...). Les alliances sont complexes, liant parfois citadins et ruraux même s'il subsiste un arrière-plan de parenté ou d'origine géographique comme, par exemple, ces camionneurs qui sont parents ou alliés du producteur. En ville, outre la question des prix avantageux, la diversité et la possibilité d'acheter les quantités nécessaires, les critères de choix des fournisseurs par les commerçants confirment l'importance des liens de parenté ou de la connaissance de longue date qui conditionnent une relation de confiance et sont censés garantir la régularité de l'approvisionnement et la qualité des produits (Smith *et al.*, 2004).

*

Les filières maraîchères possèdent un double visage sur les Hautes Terres du Centre de Madagascar. D'une part, on assiste au développement d'une forme de « vivrier marchand » qui assure la connexion de la capitale à ses campagnes périphériques proches et lointaines, notamment celles du Vakinankaratra montagneux (Blanc-Pamard et Rakoto Ramiarantsoa, 2002 ; Chaléard, 1998 ; Chaléard et Dubresson, 1999). D'autre part, une filière plus concentrée spatialement et dominée par une minorité d'opérateurs économiques nationaux et étrangers s'efforce de se constituer à destination de la grande distribution ou de l'exportation. Le développement du vivrier marchand est une réponse spontanée des villes et des campagnes à la crise économique que l'État a du mal à enrayer depuis l'Indépendance. Il s'accompagne d'une restructuration des espaces que traduit une transformation du système social. Les villages d'altitude, plus éloignés, profitent de l'extension du périmètre urbain pour se développer. Impulsée par une demande urbaine, morcelée par la crise mais en croissance, l'intensification du maraîchage dans ces campagnes s'est faite surtout à travers l'introduction des cultures de contre-saison dans les rizières. Il en résulte une multiplication des va-et-vient entre les villes et les campagnes dans des proportions considérables ; l'inscription spatiale de cette filière est complexe et renouvelle la vision classique : aux territoires de production

et aux circuits de distribution rationnels s'associent désormais des réseaux sociaux parfois informels qui assurent une nouvelle forme d'intégration des espaces ruraux aux métropoles urbaines.

Bibliographie

- BLANC-PAMARD C. et RAKOTO RAMIARANTSOA H., 2000 – *Le terroir et son double : Tsarahonenana 1966-1992*. Paris : IRD, coll. À travers champs, 254 p.
- BLANC-PAMARD C. et RAKOTO RAMIARANTSOA H., 2003 – Une agriculture de montagne sur les Hautes Terres centrales de Madagascar : des innovations en réponse à l'urbanisation. In : *Crises et mutations des agricultures de montagne. Hommage au professeur Christian Mignon*, Clermont-Ferrand : Presses universitaires Blaise Pascal, CERAMAC, n° 20, p. 351-368.
- CHALÉARD J.-L., 1998 – Croissance urbaine et production vivrière. *Afrique contemporaine*, Paris, n° 185, janvier-mars, p. 3-18.
- CHALÉARD J.-L. et DUBRESSON A., dir., 1999 – *Villes et campagnes dans les pays du Sud : géographie des relations*. Paris : Karthala, 258 p.
- CHARLERY DE LA MASSELIÈRE B., 2002 – Filières de produits tropicaux. *Les Cahiers d'Outre-Mer, Revue de Géographie de Bordeaux*, n° 220, octobre-décembre, p. 365-493.
- DOUESSIN R., 1974 – Géographie agraire des plaines de Tananarive. *Madagascar Revue de géographie*, Tananarive, n° 25, p. 13-148.
- LE BOURDIEC F., 1974 – *Hommes et paysages du riz à Madagascar, étude de géographie humaine*. Madagascar, Antananarive : Imprimerie du FTM, 639 p.
- MADIO, 1997 (avril) – *Un aperçu de l'état des campagnes malgaches en 1996 : premiers résultats des observatoires ruraux*. Antananarivo : INSTAT, 69 p.
- MADIO, 1996 (décembre) – *Évolution de la consommation des ménages urbains depuis l'indépendance jusqu'en 1993*. (version provisoire).
- MADIO, 1996 (mai) – *L'état des campagnes malgaches en 1995 : premiers résultats des observatoires ruraux*. Antananarivo : INSTAT, 82 p.
- MADIO, 1996 (février) – *Observatoire du Vakinankaratra : enquête auprès des ménages 1995*. Tananarive : Ministère de l'Économie et du Plan.
- MADIO, 1995 (octobre) – *La consommation et le rôle du secteur informel dans la satisfaction des besoins des ménages dans l'agglomération d'Antananarivo : enquête 1-2-3*, Antananarivo : INSTAT, 33 p.
- PÉLISSIER P., 1976 – Les riziculteurs des Hautes Terres malgaches et l'innovation technique. *Cahiers de l'ORSTOM*, série Sciences humaines, vol. 13, n° 1, p. 41-56.

- RABEMANAMBOLA M., 2007 – *Le Triangle laitier malgache : contribution à l'étude d'une filière alimentaire et de son inscription spatiale dans un pays en voie de développement*, Thèse de doctorat nouveau régime, Université de Clermont-Ferrand II, 375 p.
- RAISON J.-P., 1984 – *Les hautes terres de Madagascar et leurs confins occidentaux : enracinement et mobilité des sociétés rurales*. Paris : ORSTOM/Karthala, 2 tomes, 651 et 605 p.
- RAISON J.-P., coord., 1994 – *Paysanneries malgaches dans la crise*. Paris : Karthala, 385 p.
- RAKOTOARISOA J., 1984 – Évolution de la stratégie du Centre-Est de Madagascar à l'égard du café. *Madagascar Revue de géographie*, Tananarive, n° 44, p. 9-28.
- RAKOTO RAMIARANTSOA H., 1995 – *Chair de la terre, œil de l'eau... : paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*. Paris : ORSTOM, coll. À travers champs, 370 p.
- RAKOTO RAMIARANTSOA H., 2008 – Madagascar au XXI^e siècle : la politique de sa géographie. *Éco Géo*, n° 7, 16 p.
- RAKOTOARIMALALA H., 2003 – *Les grandes surfaces dans l'espace antananarivien*. Mémoire de maîtrise de géographie, Université d'Antananarivo, 103 p.
- RAMAMONJISOA J., 1985 – Les opérations de développement agricole dans le Vakinankaratra. *Madagascar Revue de géographie*, Tananarive, n° 46, p. 23-45.
- RAMAMONJISOA J., 1994 – *Le processus de développement dans le Vakinankaratra, Hautes terres malgaches*. Thèse de doctorat d'État, Université Paris I-Sorbonne, 660 p.
- RAMAMONJISOA J., 1998 – Le développement de la ville sous la colonisation, [ou] Morphologie et extension urbaine de l'indépendance à la fin du XX^e siècle, [ou] Paysages urbains et problèmes actuels, in : *La Cité des Mille. Antananarivo : histoire, architecture, urbanisme*. CITE-Tspika, Berger-Levrault, p. 131-142.
- RAMAMONJISOA J., 2003 – Le Vakinankaratra, émergence d'un pays. In : *Madagascar, des paysages protéiformes*. SME, p. 13-33.
- RALISON C. et al., 2005 – *Profil nutritionnel de pays : République de Madagascar*. Rome : Division de l'Alimentation et de la Nutrition, FAO, 49 p.
- SMITH O.B., MOUSTIER P., MOUGEOT L. J.-A. et FALL A., éd., 2004 – *Développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique francophone : enjeux, concepts et méthodes*. Montpellier : CIRAD/CRDI, 175 p.
- ZAOUAL H., 2005 – *Socioéconomie de la proximité. Du global au local*. Paris : L'Harmattan, coll. Économie plurielle, 202 p.

| **Résumé** |

Même si la riziculture continue à occuper une place fondamentale sur les Hautes Terres centrales malgaches, on observe un développement du maraîchage (carottes, pommes de terre notamment) au sein des exploitations paysannes. Ces productions « intercalaires », souvent de contre-saison, parfois en concurrence avec le petit élevage laitier, n'aboutissent pas à la constitution de bassins ou filières spécialisés, mais répondent à une demande urbaine « chaotique », en expansion en valeur absolue compte tenu de la croissance démographique d'une métropole comme Antananarivo et des achats plus fréquents des ménages aisés. Ce renforcement du vivrier marchand a attiré de multiples acteurs, étatiques, parapublics et privés (ONG, firmes agroalimentaires), endogènes ou exogènes, tout en laissant le dernier mot aux initiatives paysannes. Ce processus aboutit à de fortes recombinaisons territoriales en associant producteurs et consommateurs ou intermédiaires citadins, révélant une forte interpénétration des milieux urbains et ruraux. Ces rapports sont structurés par des liens socioculturels et économiques ; ils peuvent réactiver les relations et mobilités migratoires avec la montagne et sont à l'origine d'avantages concurrentiels inédits.

MOTS-CLÉS : Madagascar, Hautes Terres, maraîchage, filière, réseaux, vivrier marchand, rapport ville-campagne.

| **Abstract** |

The development of the market gardening within the rural exploitations on Malagasy Central Highlands

Even if rice growing continues to occupy a fundamental place on the Malagasy central highlands, one observes a development of the market gardening (carrots, potatoes in particular) within the rural exploitations. These "intercalated" productions, often unseasonal, sometimes in competition with the small-scale dairy breeding, do not lead to the constitution of specialized basins or sectors but meet an "chaotic" urban demand, expanding in absolute value taking into account the population growth of a metropolis like Antananarivo and of the more frequent purchases of the comfortably off households. This reinforcement of the food-merchant attracted multiple actors, public, parapublic and private (NGO, agroalimentary firms), endogenous or exogenic, while leaving the last word with the country initiatives. This process leads to strong territorial recombings while associating producers and consumers or intermediate townsmen, revealing a strong interpenetration of urban and rural environments. These relations are structured by sociocultural and economic bonds; they can reactivate relations and migratory mobilities with the mountain and are at the origin of original competitive advantages.

KEYWORDS: *Malagasy Highlands, market gardening, sector, networks, food-merchant, city-countryside relations.*